



## **Intervention CGT-Culture au 20ème congrès de l'UD CGT PARIS**

Tout d'abord, la CGT-Culture tient à souligner que suite à l'incendie de Notre-Dame, un travail remarquable a été mené en interpro et avec des associations concernant la pollution au plomb. Cela a été d'une grande aide pour les syndicats et les élus, notamment en CHSCT.

Concernant le projet antisocial de réforme des retraites, vous savez que tous les secteurs de la culture sont largement mobilisés depuis le 5 décembre, car les agents du ministère de la culture, les artistes, les intermittents, et notamment les salariés aux régimes particuliers comme à l'Opéra et à la Comédie française sont particulièrement impactés.

Les mobilisations du secteur, pour la plupart en intersyndicales, perdurent et se multiplient :

- \* les collègues de Radio France et de l'Opéra en sont à leur 50ème jour de grève, et leurs performances publiques ont été particulièrement bien reçues par l'opinion.
- \* Les collègues des Archives de France et des bibliothèques sous tutelle du ministère, c'est-à-dire la Bibliothèque nationale de France et la Bibliothèque publique d'information enchaînent plusieurs semaines de grève, et la dernière action a eu lieu samedi soir lors de la nuit de la Lecture.
- \* Les collègues du Mobilier national multiplient les journées de grève et les actions, comme la dépose de leurs outils de travail lors des vœux de leur directeur et samedi soir, la manifestation devant le Mobilier lors du défilé Hermès.
- \* Les collègues des musées nationaux sont aussi largement dans le mouvement, avec des AG quotidiennes, des fermetures régulières et des actions, avec comme point d'orgue la fermeture du Louvre vendredi dernier.

Le ministre de la culture a annulé ses vœux aux personnels et aux professionnels de la presse qui étaient prévus hier à la BnF, suite à nos actions et à notre annonce d'un rassemblement intersyndical culture et interprofessionnel. Quel aveu de faiblesse ! Mais nous avons maintenu notre petite Boom festive hier, qui a rassemblé plus de 250 personnels et militants de la culture et le collectif des effrontées d'Attac, où chacun a pu exprimer ses revendications.

En parallèle à ce projet de réforme des retraites et à la récente loi régressive de transformation de la fonction publique, le ministère de la culture est au cœur d'un vaste de plan de transformation ministériel, à l'instar des autres ministères. Ce plan de transformation entend modifier en profondeur les missions de son administration centrale et de ses directions régionales des affaires culturelles, notamment. C'est la déclinaison du programme gouvernemental Action publique 2022 d'inspiration néolibéral, qui poursuit une politique de réduction des effectifs ininterrompue depuis plus de 10 ans. Ce plan prévoit :

- \* La suppression de 800 postes dont 300 en administration centrale d'ici 2022.
- \* La déconcentration de nombreux dispositifs gérés en administration centrale vers les DRAC, sans mesure d'impact ni sur le travail ni sur les moyens ni en termes politique. Par exemple l'appellation Musée de France sera directement délivrée par les préfets et non plus par le ministre de la culture.
- \* Un affaiblissement des directions métiers au profit d'un secrétariat général surgonflé.
- \* Le transfert des actes de gestion de paie et des carrières des fonctionnaires aux établissements publics.
- \* La liquidation du statut de service à compétence nationale dont sont notamment dotés 17 musées nationaux, les Archives de France et le Mobilier national.

Nous continuons donc de mener de front ces 2 luttes jusqu'au retrait, en intersyndicale Culture et en interprofessionnel avec en particulier les camarades du spectacle et des médias, afin que progressent la justice sociale et des politiques publiques culturelles cohérentes et ambitieuses sur l'ensemble du territoire.

Paris, le 21 janvier 2020